



Décision individuelle n° 2022-96

Pétitionnaire : Céline CLANET - Photographe

Adresse : 17 rue Vitruve, 75020 PARIS

Nature de la demande : prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial (prises de vues photographiques)

Intitulé du projet : illustrations pour une exposition et un livre

Localisation : Cœur du Parc national du Mercantour, vallée du Haut Var

La directrice de l'Établissement public du Parc national,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65, R.331-67 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 7 janvier 2022 par Madame Céline Clanet, photographe professionnelle,

Considérant que la demande est une commande émanant du ministère de la culture et de la bibliothèque nationale de France,

Considérant que le projet vise à faire un état des lieux des espaces sauvages en France à travers un regard artistique,

Considérant à ce titre que le projet peut correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour,

Décide

Article 1er : *Identité du bénéficiaire – Nature de la demande*

Madame Céline CLANET, photographe, ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour, dans la vallée du Haut Var.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à réaliser une exposition et un livre sur les espaces sauvages de France.

Article 2 : prescriptions

2.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.3. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision. En revanche, elles sont autorisées hors cœur du Parc national du Mercantour.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les prises de vue faites en cœur de Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires ou placement de produits.

2.5. Le bénéficiaire est tenu de préciser que les images réalisées dans le cœur du parc ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

2.6. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement la copie des images réalisées dans le cadre de la présente, sous format numérique haute définition, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente. Le bénéficiaire autorise le Parc national du Mercantour à utiliser ces images pour l'illustration des documents pédagogiques ou scientifiques non commerciaux qu'il édite, sous réserve de la mention obligatoire « © Nom, prénom du bénéficiaire ».

2.7 En cas de bivouac, le bénéficiaire devra respecter la réglementation en cœur de Parc (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/le-parc-national-du-mercantour/la-reglementation>) et ne pas laisser de trace ni de déchet après son passage.

Article 3 : Durée

Cette autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 août 2022 sur la vallée du Haut Var Cians

Contacts :

- service territorial Haut Var Cians : 06 13 95 13 26
- chef du S.T – Clémentine DENTZ (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 31 mars 2022



La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

- Copie
Service Territorial « HVC »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.